



Santé publique

Des groupements hospitaliers de territoire (GHT) « hétérogènes »

La loi de modernisation de notre système de santé de 2016 a créé les groupements hospitaliers de territoire (GHT). Ces derniers réunissent les établissements publics de santé d'un même territoire dans l'objectif d'une meilleure coordination entre ces établissements « autour d'une stratégie de prise en charge partagée ».

Le 17 juillet 2019, une commission sénatoriale, composée d'Yves Daudigny (Groupe socialiste et républicain), Catherine Deroche (Les Républicains) et Véronique Guillotin (Rassemblement démocratique et social européen – RDSE), a rendu publique une synthèse de quatre pages sur l'organisation territoriale de la santé, et notamment sur ces GHT.

Le document fait le constat d' « une grande hétérogénéité entre les 136 GHT qui maillent le territoire ». Très concrètement, les GHT comptent entre deux et vingt établissements ; ils couvrent des territoires qui vont de 100 000 habitants à 2,5 millions.

Les auteurs reconnaissent que la mise en place des GHT a eu le mérite d'amener les équipes à se parler. Par contre, regrettent-ils, il y a peu de partenariats avec les structures privées du territoire ; par ailleurs, les projets médicaux, censés être partagés, sont souvent perçus « comme déconnecté[s] des autres acteurs du territoire ». D'où cette envolée : les trois sénateurs considèrent qu'il s'agit plus de « groupements hospitaliers publics dans un territoire » que de « groupements hospitaliers de territoire »...

Ils vont plus loin encore. Certains GHT fonctionnent bien, selon eux ; d'autres moins bien. Des GHT couvrent des territoires trop grands ; d'autres des territoires trop petits. Les trois sénateurs appellent « des ajustements au cas par cas ». Surtout, ils soutiennent que « la réalité perçue est souvent celle d'un siphonage des ressources par l'établissement support ». De fait, « certains petits établissements périphériques craignent une centralisation de plus en plus forte »...

Le **GHT de la Mayenne et du Haut-Anjou** regroupe les centres hospitaliers de Laval (établissement support), du Nord Mayenne (CHNM), du Haut-Anjou (Château-Gontier-sur-Mayenne et Segré), du Sud-Ouest Mayennais (Craon et Renazé), d'Évron, d'Ernée, de Villaines-la-Juhel (en direction commune avec le CHNM). Avec sept établissements, une population desservie d'environ 340 000 habitants et un budget consolidé de 380 millions d'euros, le groupement mayennais bénéficie probablement d'un cadre tout à fait adapté.

André-Gwenaël Pors, directeur du Centre hospitalier de Laval : un GHT « équilibré et représentatif » du maillage territorial

« Par rapport à l'hétérogénéité des GHT citée par les parlementaires, il est rassurant de constater que celui de la Mayenne et du Haut-Anjou a les bonnes proportions, ni gigantesque, ni trop petit, et son territoire est vraiment légitime : le département de la Mayenne augmenté du Segréen dans le Maine-et-Loire. Il est équilibré et représentatif de notre excellent maillage territorial.



Pour ce qui concerne le partage et le dialogue, notre GHT se caractérise dès l'origine par sa volonté collaborative et non intégrative. Certes, c'est plus lent dans la construction, mais plus participatif et sûr dans les résultats. C'est ainsi que malgré un historique de relatif isolement des partenaires hospitaliers en Mayenne, en deux années, le GHT a fait preuve de dialogue et de partenariats, notamment dans les domaines des urgences, du syndrome coronarien aigu, de l'accident vasculaire cérébral ou de l'hospitalisation à domicile. »



La révolution électronique de ces trente dernières années

Dans *Insee Résultats* paru le 23 juillet 2019, François Gleizes, Sébastien Grobon et Stéphane Legleye analysent l'évolution de l'équipement des ménages ces vingt ou trente dernières années.

En 1995, environ 13 % des ménages en métropole possédaient un ordinateur ; en 2004, ils sont 45 % et en 2017, 82 % ⁽¹⁾. Par contre, depuis une dizaine d'années, l'ordinateur est devenu plus léger, plus nomade. En 2017, seulement 37 % des ménages ont un ordinateur fixe, contre 47 % en 2011, alors que la part des ménages équipés en ordinateur portable, netbook ou ultraportable atteint 62 % en 2017.

De plus en plus de foyers ont un accès à Internet : 84 % sont équipés en 2017, contre 31 % en 2004. Parmi les ménages ayant accès à Internet, 81 % ont une connexion haut débit par réseau fixe et 40 % par réseau mobile. Des disparités subsistent selon la localisation géographique.

Le niveau de vie a également un impact sur l'équipement en ordinateur : en 2017, parmi les ménages les plus modestes (premier quintile de niveau de vie), 71 % sont équipés alors que le taux est de 91 % au sein des plus aisés (cinquième quintile). Cependant, l'Insee remarque que l'écart s'est réduit en treize ans (en 2004, respectivement 27 % et 62 %).

Les plus âgés se mettent à la page

On se doute bien que les plus jeunes possèdent davantage de biens électroniques liés aux nouvelles technologies. Ainsi, 95 % des 16-29 ans, en 2017, possèdent un ordinateur contre 80 % des 60-74 ans, et les jeunes possèdent presque tous un téléphone portable (99,7 %), contre 74 % des 60-74 ans. Cependant, souligne l'Insee, « *bien que tardive, la diffusion de ces produits (téléphone portable, ordinateur, accès à Internet) parmi les personnes âgées de 60 ans ou plus est très rapide* ».

De fait, 83 % des personnes âgées de 60 à 74 ans et 43 % de celles âgées de 75 ans ou plus ont un accès à Internet en 2017, contre respectivement 14 % et 3 % en 2004. Quant au taux d'équipement en téléphone portable, il a triplé pour les 75 ans ou plus entre 2004 et 2017, passant de 25 % à 74 %...

Téléphone : de moins en moins pour être appelé...

En 2017, ce sont 93 % des ménages qui sont équipés d'au moins un téléphone portable (de type smartphone ou autre), contre 49 % en 2001. Le taux d'équipement en téléphone portable dépasse aujourd'hui celui en téléphone fixe. L'Insee souligne que 79 % de la population disposent à la fois d'un téléphone portable et d'un fixe. La quasi-totalité (plus de 99 %) est joignable par téléphone (portable ou fixe) en 2018.

Parmi les ménages équipés d'un téléphone fixe, un peu plus de la moitié des personnes ne décrochent leur téléphone que lorsqu'elles connaissent le numéro appelant et 13 % ne répondent jamais ⁽²⁾. Les possesseurs de téléphone portable filtrent encore davantage les appels (64 %). Se référant à l'Arcep ⁽³⁾, l'Insee observe que le téléphone mobile est « *de moins en moins utilisé pour véhiculer de la voix au profit de données multimédias* ».

Télévision : chaînes payantes et services en ligne

En 2017, les ménages sont 96 % à posséder au moins une télévision. Le niveau d'équipement est stable, mais « *les pratiques évoluent fortement au cours des dernières années* ». Tout d'abord, de plus en plus de ménages payent des abonnements à des chaînes de télévision (62 % en 2017, contre 33 % en 2007).

En outre, les offres en ligne se développent : 29 % des 16 ans ou plus, en 2018, utilisent la télévision sur Internet ; 40 % regardent des vidéos en ligne et 18 % des films ou émissions à la demande à partir de services commerciaux (Netflix, OCS...). D'où, tout de même, un moindre équipement des jeunes en téléviseurs.

Parallèlement, l'équipement en lecteur DVD ou magnétoscope décroît fortement : de 85 % en 2007 à 66 % en 2017.

« *Mussolini et Hitler défaits : le temps des dictatures était passé ; leurs antivaleurs seraient remplacées partout par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quelles illusions ! Que de naïveté ! C'est le contraire qui s'est produit. Les dictatures deviennent la norme et les valeurs universelles sont de moins en moins respectées.* »

Alfred Grosser, professeur émérite des Universités   Sciences Po,

« Dictatures en hausse, valeurs en baisse » (point de vue), *Ouest-France* du 24 juillet 2018.

(1) – On peut aussi noter que tous les ménages ne sont pas équipés.

(2) – Face au harcèlement commercial, tout laisse penser que les taux vont augmenter.

(3) – L'Arcep est l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, crée en janvier 1997 sous le nom d'Autorité de régulation des télécoms (ART).